

## **GE\_GERICHTE A/2087/2013 vom 24. September 2013**

GE Cour de justice, 2013-09-24, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge\\_gerichte\\_A\\_2087\\_2013](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_A_2087_2013)

FR: GE\_GERICHTE A/2087/2013 du 24 septembre 2013

IT: GE\_GERICHTE A/2087/2013 del 24 settembre 2013

### **Volltext**

Genève Cour de justice (Cour de droit public) Chambre des assurances sociales 24.09.2013  
A/2087/2013

A/2087/2013 ATAS/935/2013 du 24.09.2013 ( ARBIT ) , ACCORD Par ces motifs  
RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE POUVOIR JUDICIAIRE A/2087/2013  
ATAS/935/2013 ARRET DU TRIBUNAL ARBITRAL DES ASSURANCES du 24  
septembre 2013 En la cause X\_\_\_\_\_ (X\_\_\_\_\_), Unité de recouvrement, sis à  
CHENE-BOURG, comparant avec élection de domicile en l'étude de Maître REY Stéphane  
demandeurs contre SANITAS GRUNDVERSICHERUNGEN AG, Rechtsdienst  
Departement Leistungen, Postfach 2010, ZURICH défenderesse Vu la demande; Vu  
l'audience de conciliation du 6 septembre 2013; Attendu que les parties sont parvenues à un  
accord à cette audience; Qu'il y a dès lors lieu d'en prendre acte; Que la partie demanderesse  
obtenant largement gain de cause, aux termes de l'accord conclu, il convient de lui octroyer  
une indemnité de 200 fr. à titre de dépens; Que la procédure par-devant le Tribunal arbitral  
n'étant pas gratuite (cf. art. 46 de la loi cantonal d'application de LAMal du 29 mai 1997-  
LaLAMal), un émolument de 50 fr. et les frais du Tribunal de 100 fr. seront mis à la charge  
de la défenderesse; PAR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL ARBITRAL DES  
ASSURANCES: Statuant d'accord entre les parties 1. Prend acte de l'engagement de la  
défenderesse de payer à la partie demanderesse, qui accepte, la somme de 200 fr. pour solde  
de tout compte des prétentions de cette dernière.![endif]>![if> 2. L'y condamne en tant  
que besoin.![endif]>![if> 3. Condamne la défenderesse à payer à la partie  
demanderesse une indemnité de 200 fr. à titre de dépens.![endif]>![if> 4. Met un  
émolument de 50 fr. et les frais du Tribunal de 100 fr. à la charge de la  
défenderesse.![endif]>![if> 5. Informe les parties de ce qu'elles peuvent former recours  
contre le présent arrêt dans un délai de 30 jours dès sa notification auprès du Tribunal  
fédéral (Schweizerhofquai 6, 6004 LUCERNE), par la voie du recours en matière de droit  
public, conformément aux art. 82 ss de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral du 17 juin  
2005 (LTF); le mémoire de recours doit indiquer les conclusions, motifs et moyens de  
preuve et porter la signature du recourant ou de son mandataire ; il doit être adressé au  
Tribunal fédéral par voie postale ou par voie électronique aux conditions de l'art. 42 LTF.  
Le présent arrêt et les pièces en possession du recourant, invoquées comme moyens de  
preuve, doivent être joints à l'envoi.![endif]>![if> La greffière Florence SCHMUTZ La  
présidente Maya CRAMER Une copie conforme du présent arrêt est notifiée aux parties par  
le greffe le

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte  
Originaltext. Quellen-URL siehe oben.